

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 15 MARS 2011

DINSDAG 15 MAART 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 16 sous la présidence de M. Peter Logghe.

Le **président**: La question n° 3013 de Mme Gerkens est transformée en question écrite.

01 Question de M. Karel Uyttersprot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'aide de la famille dans une entreprise familiale" (n° 3016)

01.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Le recours à l'aide de la famille dans un établissement horeca est relativement bien réglé pour les entreprises unipersonnelles mais les choses sont plus compliquées pour une société.

À quelles conditions des proches parents peuvent-ils offrir leur aide dans un commerce, un magasin, un établissement horeca ou sur le marché? Jusqu'à quel degré des parents, frères, sœurs et membres de la famille d'un gérant de société peuvent-ils prêter leur concours dans un commerce, également lorsqu'il s'agit d'une SPRL ou d'une SA? À quelles obligations les membres de la famille sont-ils le cas échéant soumis pour pouvoir offrir de l'aide dans une entreprise unipersonnelle ou une société de parents ou d'alliés?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Selon le statut social des travailleurs indépendants, est aidant toute personne qui, en Belgique, assiste ou supplée un travailleur indépendant dans l'exercice de sa profession, sans être engagé envers lui par un contrat de travail. L'aidant doit être une personne physique qui assiste ou supplée un indépendant personne physique. L'aide peut consister en une assistance ou un remplacement et l'indépendant ne doit entretenir aucun lien de subordination vis-à-vis de l'aidant. L'aide doit toujours être fournie pour le compte de l'indépendant. De plus, il n'est possible d'être l'aidant que d'un travailleur indépendant et non d'une personne morale ou d'un autre aidant. Par ailleurs, il doit s'agir d'une activité professionnelle. Les membres de la famille proches peuvent aider un indépendant en qualité de personne physique dans un commerce sur le marché. Dans ce cas, ils sont soumis aux mêmes obligations du statut social des travailleurs indépendants que les indépendants.

Les aidants, sauf s'ils sont déjà mariés, ne sont pas soumis au statut social des indépendants jusqu'au 1^{er} janvier de l'année de leurs 20 ans, de même que les aidants occasionnels. Une "aide occasionnelle" est une aide apportée durant moins de 90 jours par an et de manière irrégulière.

01.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Les aidants occasionnels peuvent donc travailler pendant 90 jours?

01.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Ils doivent être âgés de moins de 20 ans et il ne peut pas y avoir d'autre contrat de travail. Un demandeur d'emploi ne peut pas aider un indépendant.

L'incident est clos.

Président: Karel Uyttersprot.

02 Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mesures envisagées en vue de soutenir le secteur de l'horeca dans notre pays" (n° 3287)

02.01 **Jef Van den Bergh** (CD&V): Des mesures sont nécessaires pour soutenir le secteur horeca. D'après une étude de l'Université de Hasselt, quelque 50 % des restaurants et cafés fermeront leurs portes dans les cinq ans si aucune mesure de soutien radicale n'est prise. Par ailleurs, les établissements restants devront augmenter leurs tarifs de quelque 50 à 70 % pour maintenir la tête hors de l'eau.

Que pense la ministre de la demande du secteur d'élaborer un plan de sauvetage pour l'horeca en collaboration avec les autorités? Quelles mesures la ministre propose-t-elle encore pour améliorer la viabilité du secteur?

02.02 **Sabine Laruelle**, ministre (*en néerlandais*): Je n'avais pas connaissance de cette étude de l'Université de Hasselt.

Par le passé, j'ai toujours dialogué dans un esprit constructif avec les différentes fédérations professionnelles du secteur horeca mais ce secteur ne m'a pas parlé de la nécessité d'échafauder un plan de sauvetage. En période d'affaires courantes, le gouvernement dispose d'un champ d'action restreint.

Le 1^{er} janvier 2010, le taux de TVA applicable aux restaurants et aux entreprises de catering a été abaissé de 21 à 12 %. En contrepartie, le secteur horeca s'est engagé à lutter contre le travail au noir et à créer de l'emploi.

Il a été prévu que les ministres compétents élaboreraient une procédure d'évaluation, à la suite de quoi une réduction éventuelle du taux de TVA à 6 % serait examinée. En tout état de cause, j'attends de disposer de cette évaluation avant de tirer d'autres conclusions et de proposer le cas échéant de nouvelles mesures.

Je suis partisane d'une baisse des charges fiscales et sociales sur le travail mais cette baisse n'est pas de ma compétence.

Il est également envisageable d'améliorer la viabilité des entreprises en réduisant les charges administratives. Je prête depuis toujours attention à la simplification administrative. C'est ainsi que la réglementation en matière d'autocontrôle sur la sécurité alimentaire et la traçabilité a été assouplie pour les exploitations qui occupent au maximum cinq personnes à temps plein.

Je suis favorable à l'extension de cet assouplissement aux entreprises qui emploient dix personnes, pour autant qu'il soit clairement démontré que la sécurité alimentaire n'est pas mise en péril. Cette proposition est actuellement à l'examen.

Les discussions qui ont eu lieu à mon cabinet avec le secteur à propos d'une éventuelle modernisation de la loi d'établissement ont été interrompues en raison du contexte politique actuel, mais également parce que de nombreux partis flamands demandent une régionalisation de cette compétence.

J'ai également pris les mesures nécessaires à l'actualisation des connaissances de base en gestion d'entreprise. J'ai récemment diffusé un syllabus à l'intention des personnes qui souhaitent s'établir comme indépendant. Nous songions à rédiger un syllabus pour les personnes désireuses de s'établir comme restaurateur-traiteur, mais nous n'avons pu le faire en raison de la situation politique.

02.03 **Jef Van den Bergh** (CD&V): Ce qui prouve que la situation d'affaires courantes ne peut perdurer. Il nous faut un gouvernement capable de prendre certaines mesures. La plupart des exploitants horeca sont aujourd'hui tiraillés entre leur volonté de se conformer entièrement aux règles et le maintien de la rentabilité de leur affaire.

Je suis quelque peu étonné que la ministre n'ait pas reçu l'étude de l'Université de Hasselt. Je la lui transmettrai.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les adaptations du système des entrepreneurs remplaçants" (n° 3028)

03.01 Peter Logghe (VB): Depuis juillet 2009, les indépendants ont la possibilité de se faire remplacer. Toutefois, dans la pratique, seule une dizaine de candidats remplaçants se sont manifestés.

Combien d'indépendants ont-ils payé les frais d'inscription de 30 euros pour adhérer à ce système? La ministre ne pourrait-elle pas laisser tomber ces frais? Ne serait-il pas plus facile de permettre aux entrepreneurs de s'inscrire eux-mêmes dans une base de données? Pourrait-on par ailleurs trouver des accommodements en ce qui concerne les cotisations sociales trimestrielles réclamées aux entrepreneurs remplaçants? Quand une campagne de promotion de ce système sera-t-elle mise sur pied?

03.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): L'arrêté royal du 19 juillet 2010 prévoit que les guichets d'entreprises doivent percevoir un droit d'inscription dès lors qu'il leur incombe de vérifier si le candidat possède effectivement les qualités d'entrepreneur requises.

Lorsque le candidat remplaçant s'inscrit simultanément au registre des entrepreneurs remplaçants et à la Banque-Carrefour des Entreprises, l'inscription est gratuite.

Un groupe de travail de l'INASTI examine actuellement le système des entrepreneurs remplaçants et notamment les possibilités de l'améliorer. Ce groupe de travail étudie aussi l'incidence sur ce système du principe de l'indivisibilité de la cotisation trimestrielle.

Pour sensibiliser les groupes cibles du registre, le SPF Économie lancera prochainement une adjudication publique relative à une campagne de communication qui se déroulera dans les deux mois après l'attribution du marché.

03.03 Peter Logghe (VB): Je note donc que le groupe de travail s'occupera de cette matière et que la campagne pourra probablement débuter encore avant les grandes vacances.

La ministre connaît-elle aussi le nombre d'indépendants qui ont payé 30 euros en attendant?

03.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Ce comptage est effectué par le biais du guichet d'entreprises. Je ne connais pas les chiffres.

L'incident est clos.

04 Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le plan de la Commission européenne pour aider les PME à trouver des financements" (n° 3064)

04.01 Peter Logghe (VB): La Commission européenne envisage de prendre des mesures visant à aider plus particulièrement les petites entreprises à trouver des financements après la crise du crédit. Elle souhaite avant tout renforcer le système de garantie afin de faciliter l'octroi de crédit, de renforcer le capital à risque dans tous les États membres et de permettre aux banques d'avoir accès aux instruments financiers européens.

La ministre a-t-elle connaissance de ce programme d'action? Les entreprises belges, et les PME en particulier, ont-elles besoin de crédits? Le CeFip ne subvient-il pas à ce besoin? Quand le plan sera-t-il mis en œuvre en Belgique et quel degré de réaction la ministre espère-t-elle? En quoi consistera précisément ce plan?

04.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): En ma qualité de ministre des PME et des Indépendants,

je considère le Small Business Act comme la pierre angulaire d'une politique européenne et nationale cohérente en faveur du moteur économique que sont les PME.

Grâce à l'introduction du plan fédéral des PME, nous avons placé la Belgique dans le peloton de tête européen en matière de transposition du Small Business Act. En accordant la priorité à l'accès au financement, le nouveau Small Business Act du 23 février tient compte de la réalité économique de nos entreprises ainsi que des principes directeurs de la stratégie Europe 2020.

Bien que l'économie se remette peu à peu de la crise financière, la situation reste difficile pour bon nombre d'entreprises. Le CeFip joue un rôle positif et la médiation est poursuivie. Les résultats sont disponibles en ligne.

Des difficultés persistent toutefois en ce qui concerne le financement de nos entreprises. Essentiellement les micro-entreprises sont confrontées à des refus de crédit et d'autres entreprises également indiquent qu'elles obtiennent difficilement des crédits, plus exactement 11,3 % d'entre elles. La situation est encore plus délicate pour les indépendants: un indépendant sur cinq déclare qu'il n'obtient pas de crédit. Depuis 2008, le nombre de débiteurs et le montant de crédit octroyé diminuent sans cesse. Cela signifie peut-être que les conditions de crédit sont trop strictes ou que les indépendants ont de moins en moins recours au financement bancaire.

Dans le cadre du Small Business Act, de nouvelles initiatives de financement ont été lancées, notamment dans le cadre du SME Finance Forum ou par le biais de mécanismes spécifiques relatifs au financement d'innovations. Quelque 100 000 PME ont déjà eu recours aux instruments de ce programme et d'ici 2013, ce chiffre doit avoir doublé.

Je ne dispose d'aucun chiffre exact sur l'ensemble des demandes enregistrées à la Banque européenne d'investissement et au Fonds européen d'investissement mais ces données peuvent être consultées auprès des institutions elles-mêmes.

Il est très difficile d'obtenir d'éventuelles prévisions sur les demandes dans le futur.

La Commission européenne répartit ses moyens financiers par le biais du Fonds européen d'investissement et de la Banque européenne d'investissement qui agit par le biais d'intermédiaires financiers pour atteindre les PME.

Pour la période 2007-2013, un montant plafonné à 3 621 millions a été consacré au programme de compétitivité et d'innovation pour faciliter l'accès des PME au financement. Ce budget a été affecté à différents instruments financiers, comme la garantie, le capital à risque et le micro-crédit. À l'échelon fédéral, les garanties européennes en Belgique sont ainsi fournies par le Fonds de participation. Le Fonds de participation octroie les prêts suivants, assortis d'une garantie européenne: Starteo, Business Angel +, prêt lancement, prêt solidaire et Initio.

04.03 **Peter Logghe** (VB): J'examinerai la réponse pour en comprendre toutes les nuances. La ministre partage ma préoccupation en ce qui concerne les problèmes de crédit des indépendants. Je me demande s'il s'agit de problèmes de garantie de la part des banques, ou du plan financier ou du remboursement. Je suis effrayé par l'ampleur du problème.

Je continuerai à m'intéresser à la problématique. Les banques peuvent bien faire quelque chose en échange de l'aide d'État qu'elles ont obtenue.

L'incident est clos.

05 **Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3078)**

05.01 **Peter Logghe** (VB): Dans le numéro daté du 16 novembre 2010 de la revue *LOKAAL*, l'Union des Villes et Communes flamandes s'est plaint du fait que les arrêtés d'exécution n'ont pas encore été promulgués pour la loi modifiant la loi sur les jeux de hasard, pour ne citer qu'un exemple. Il me revient

qu'actuellement plus de 60 arrêtés royaux attendraient la constitution d'un gouvernement investi de la plénitude de compétence.

La ministre peut-elle me dire lesquels de ces arrêtés relèvent de son domaine de compétences?

05.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Un gouvernement d'affaires courantes est légalement limité dans sa mission exécutive. Il peut toujours régler les questions qui relèvent de la gestion quotidienne du pays et il est habilité à prendre des mesures importantes à condition qu'elles ne requièrent pas de nouvelle initiative. Ceci vaut aussi pour les affaires urgentes qui ne peuvent absolument pas être reportées parce que si elles l'étaient, cela pourrait nuire aux intérêts fondamentaux de la nation. Seuls les arrêtés d'exécution qui résistent à ce contrôle sont promulgués.

05.03 Peter Logghe (VB): La ministre ne peut donc pas me fournir un état détaillé de la question.

L'incident est clos.

06 Question de M. Mathias De Clercq à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la prolongation de projets scientifiques" (n° 3236)

06.01 Mathias De Clercq (Open Vld): L'État fédéral est notamment compétent pour la coordination et le financement des programmes de recherche nationaux et de ce qu'on appelle les pôles d'attraction interuniversitaires (PAI). Fin 2011, la phase 6 de ces PAI arrivera à échéance. Or en cette période d'affaires courantes, il n'est pas certain que ces PAI soient prolongés. Aussi un certain nombre de professeurs ont-ils tiré la sonnette d'alarme parce qu'ils craignent que nos meilleurs chercheurs s'en aillent à l'étranger en raison du fait qu'ils n'ont aucune certitude quant au prolongement de leur contrat. Il me semble dès lors opportun que le gouvernement d'affaires courantes prolonge d'un an ces PAI.

A-t-il déjà pris des initiatives à cette fin?

06.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Les pôles d'attraction interuniversitaires représentent un budget de 143 millions d'euros sur cinq ans. Notre ancien remier ministre, M. Guy Verhofstadt, a lancé cette idée il y a près d'un quart de siècle, il mérite ainsi notre plus haute estime. Aujourd'hui, la Belgique compte 44 réseaux de chercheurs au sein desquels travaillent 324 équipes de recherche qui œuvrent dans tous les domaines scientifiques possibles et imaginables. Environ 300 chercheurs, qui sont financés chaque année par le programme PAI, font paraître annuellement 2 000 publications scientifiques.

Les PAI revêtent un intérêt majeur pour nos universités et nos centres de recherche, lesquels sont donc favorables à leur prolongation.

En 2008, j'ai obtenu les moyens nécessaires à la réalisation de leur phase actuelle, la sixième. Je sais parfaitement qu'elle arrivera à échéance fin 2011. Par conséquent, dans le cadre des discussions concernant la confection du budget 2011, je prononcerai un plaidoyer minimum en faveur du maintien des crédits existants. Une fois que le budget 2011 aura été adopté, je proposerai au Conseil des ministres de maintenir les PAI. Les auteurs d'un rapport indépendant demandent d'ailleurs instamment que ces projets très intéressants soient prolongés.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 10 h 55.

De vergadering wordt geopend om 10.16 uur en voorgezeten door de heer Peter Logghe.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3013 van mevrouw Gerkens wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

01 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de familiale hulp in een familiebedrijf" (nr. 3016)

01.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Het inschakelen van familiehelp in een horecazaak is voor een

eenmanszaak redelijk goed geregeld, maar voor een vennootschap blijkt dat moeilijker te zijn.

Onder welke voorwaarden mogen naaste familieleden hulp bieden in een handelszaak, een winkel, een horecazaak of op de markt? Tot in welke graad mogen ouders, broers, zussen, familieleden van een zaakvoerder helpen in een handelszaak, ook wanneer die zaak een bvba of een nv is? Aan welke verplichtingen zijn de familieleden eventueel onderworpen om hulp te bieden in een eenmanszaak of een vennootschap van bloed- of aanverwanten?

01.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): In het sociaal statuut der zelfstandigen is een helper elke persoon die in België een zelfstandige bijstaat of vervangt in de uitoefening van diens beroep, zonder dat er een arbeidsovereenkomst is. Het moet gaan om een natuurlijk persoon die een zelfstandige natuurlijke persoon bijstaat of vervangt. De hulp kan bestaan uit bijstand, assistentie of vervanging, zonder dat er sprake is van ondergeschiktheid, en moet altijd voor rekening zijn van de zelfstandige. Men kan alleen helper zijn van een zelfstandige, niet van een rechtspersoon of andere helper. De activiteit moet een beroepsbezigheid betreffen. Naaste familieleden mogen een zelfstandige als natuurlijk persoon helpen in een handelszaak op de markt en hebben dan dezelfde verplichtingen in het sociaal statuut der zelfstandigen als de zelfstandige.

Helpers tot 1 januari van het jaar waarin zij 20 jaar worden, tenzij al gehuwd, en toevallige helpers zijn niet onderworpen aan het sociaal statuut der zelfstandigen. Onder toevallige hulp verstaat men een hulp van minder dan 90 dagen per jaar, met een niet-regelmatig karakter.

01.03 **Karel Uyttensprot** (N-VA): Occasionele helpers mogen dus 90 dagen werken?

01.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Ze moeten jonger zijn dan 20 jaar en er mag geen andere arbeidsovereenkomst zijn. Een werkloze mag geen zelfstandige helpen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Karel Uyttensprot.

02 **Vraag van de heer Jef Van den Bergh aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de maatregelen die nodig zijn om de horecasector in ons land te steunen" (nr. 3287)**

02.01 **Jef Van den Bergh** (CD&V): Er zijn maatregelen nodig om de horecasector te steunen. Uit een studie van de Universiteit Hasselt blijkt dat maar liefst 50 procent van de restaurants en cafés binnen de vijf jaar de deuren zal sluiten als er geen ingrijpende ondersteuningsmaatregelen worden genomen. Bovendien zullen de overblijvers hun prijzen met maar liefst 50 tot 70 procent moeten verhogen om het hoofd boven water te houden.

Wat vindt de minister van de vraag van de sector om samen met de overheid een reddingsplan voor de horeca uit te werken? Welke maatregelen stelt de minister nog voor om de leefbaarheid van de sector te verhogen?

02.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Die studie van de Universiteit Hasselt was mij niet bekend.

In het verleden heb ik steeds een constructieve dialoog gevoerd met de verschillende beroepsfederaties binnen de horecasector, maar de sector heeft mij niet over de nood aan een reddingsplan gesproken. In een periode van lopende zaken is de regering sowieso beperkt in haar mogelijkheden.

Sedert 1 januari 2010 is de btw voor restaurants en cateringdiensten verlaagd van 21 naar 12 procent. Hiertegenover stond een engagement van de sector, zoals het tegengaan van zwartwerk en het creëren van jobs.

De bevoegde ministers zouden een evaluatieprocedure uitwerken. Daarna zou een mogelijke daling van het btw-tarief naar 6 procent worden bekeken. In ieder geval wordt de evaluatie afgewacht om verdere conclusies te trekken en eventueel nieuwe maatregelen voor te stellen.

Ik verdedig een verlaging van de fiscale en sociale lasten op arbeid, maar dit valt niet onder mijn bevoegdheid.

De leefbaarheid van ondernemingen kan ook verbeteren door een verlaging van de administratieve lasten. Ik heb steeds de nodige aandacht besteed aan administratieve vereenvoudiging. Zo werd de reglementering inzake autocontrole op voedselveiligheid en traceerbaarheid versoepeld voor ondernemingen die maximaal vijf voltijdse personen tewerkstellen.

Ik ben er voorstander van om deze versoepeling te verruimen naar ondernemingen die tien personen tewerkstellen, voor zover duidelijk wordt aangetoond dat de voedselveiligheid niet in het gedrang komt. Dit voorstel wordt momenteel besproken.

Gesprekken op mijn kabinet met de sector over een eventuele modernisering van de vestigingswet werden stopgezet wegens de huidige politieke context en ook omdat veel Vlaamse partijen een regionalisering vragen van deze bevoegdheid.

Ik heb ook de nodige maatregelen genomen ter modernisering van de basiskennis bedrijfsbeheer. Ik heb onlangs een syllabus uitgebracht voor personen die zich als zelfstandige willen vestigen. We dachten eraan om een syllabus op te stellen voor personen die zich willen vestigen als restaurateur-traiteur, maar dit werd verhinderd door de politieke situatie.

02.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Dit bewijst dat de toestand van lopende zaken niet eeuwig kan blijven aanhouden. Er is nood aan een regering die bepaalde maatregelen kan nemen. Er is vandaag een spanning tussen de wil van de meeste horeca-uitbaters om alles volgens de regels te doen en het rendabel houden van hun zaak.

Het verbaast mij enigszins dat de minister de studie van de Universiteit Hasselt niet heeft ontvangen. Ik zal haar die studie laten bezorgen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de aanpassingen van het systeem van vervangende ondernemers" (nr. 3028)

03.01 Peter Logghe (VB): Sinds juli 2009 kunnen zelfstandigen zich door andere zelfstandigen laten vervangen. In de praktijk heeft zich echter nog maar een tiental vervangers aangemeld.

Hoeveel zelfstandigen hebben de toetredingssom van 30 euro betaald? Kan de minister deze som niet laten vallen? Zou het niet makkelijker zijn om de ondernemers toe te laten zichzelf in een databank in te schrijven? Kan er gesleuteld worden aan de driemaandelijks sociale bijdragen die worden gevraagd aan vervangende ondernemers? Wanneer zal er een promotiecampagne opgezet kunnen worden?

03.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Het KB van 19 juli 2010 bepaalt dat de ondernemingsloketten een vergoeding moeten krijgen omdat zij nagaan dat de kandidaat persoonlijk de ondernemersvaardigheden bewijst.

Wanneer de vervangende ondernemer zich tegelijkertijd inschrijft in het register van vervangende ondernemers en in de Kruispuntbank van Ondernemingen is de inschrijving in het register van vervangende ondernemers gratis.

Een werkgroep binnen het RSVZ buigt zich momenteel over het systeem van de vervangende ondernemer en met name over mogelijke verbeteringen. Deze werkgroep bestudeert ook de impact van het principe van ondeelbaarheid van de kwartaalbijdrage op het systeem.

Om de doelgroepen van het register te sensibiliseren zal de FOD Economie binnenkort een openbare aanbesteding uitschrijven voor een communicatiecampagne, die binnen de twee maanden na de gunning van de opdracht zal doorgaan.

03.03 **Peter Logghe** (VB): Ik noteer dus dat de werkgroep zich zal bezighouden met deze materie en dat de campagne waarschijnlijk nog voor de zomervakantie kan starten.

Heeft de minister er ook zicht op hoeveel zelfstandigen die 30 euro intussen hebben betaald?

03.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Die telling gebeurt via het ondernemingsloket. Ik ken de cijfers niet.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het plan van de Europese Commissie om kmo's makkelijker aan financiering te helpen" (nr. 3064)**

04.01 **Peter Logghe** (VB): De Europese Commissie plant acties om vooral kleinere bedrijven aan financiering te helpen na de kredietcrisis. De EC wil vooral het garantiesysteem versterken zodat krediet krijgen makkelijker wordt, het durfkapitaal versterken in alle lidstaten en de banken toegang verlenen tot de Europese financiële instrumenten.

Is de minister op de hoogte van dit actieprogramma? Is er nood aan kredieten bij bedrijven, vooral kmo's, in België? Lenigt KeFiK die nood niet? Wanneer wordt het plan geïmplementeerd in België en hoeveel respons verwacht de minister? Hoe moeten we ons het plan concreet voorstellen?

04.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Als minister van KMO's en Zelfstandigen beschouw ik de Small Business Act als de hoeksteen van een coherent Europees en nationaal beleid ten gunste van de economische motor, die de kmo's zijn.

Dankzij de invoering van het federaal kmo-plan hebben wij België vooraan in de Europese klas geplaatst inzake de omzetting van de Small Business Act. Door een prioriteit te maken van de toegang tot financiering houdt de nieuwe Small Business Act van 23 februari rekening met zowel de economische realiteit van onze ondernemingen als met de leidende principes van de Europese 2020-strategie.

Hoewel de economie zich stilaan herstelt van de financiële crisis, blijft de financiële situatie van veel bedrijven penibel. Het KeFiK speelt een positieve rol en de bemiddeling wordt verder gezet. De resultaten ervan zijn online beschikbaar.

Er blijven echter moeilijkheden bestaan voor de financiering van onze bedrijven. Vooral micro-ondernemingen kampen met kredietweigering en ook andere bedrijven geven aan dat het moeilijk is om krediet te krijgen, meer bepaald voor 11,3 procent ervan. Voor de zelfstandigen ligt het nog moeilijker, want één op vijf zegt geen krediet te krijgen. Sinds 2008 daalt zowel het aantal debiteuren als het toegekende kredietbedrag voortdurend. Dit kan betekenen dat de kredietvoorwaarden te strikt zijn of dat zelfstandigen steeds minder gebruikmaken van bankfinanciering.

In de Small Business Act werden nieuwe financieringsinitiatieven, met name in het kader van het SME Finance Forum of via specifieke mechanismen aan de financiering van innovaties gewijd. Van de instrumenten uit dit programma hebben al 100.000 kmo's gebruikgemaakt en tegen 2013 moet dat dubbel zoveel zijn.

Exacte cijfers over alle aanvragen die bij de Europese Investeringsbank en het Europese Investeringsfonds binnenlopen heb ik niet, maar ze kunnen bij de instellingen zelf worden opgevraagd.

Eventuele voorspellingen over toekomstige aanvragen zijn heel moeilijk te bekomen.

De EC verdeelt haar financiële middelen via het Europees Investeringsfonds en de Europese Investeringsbank die met financiële tussenpersonen werkt om de kmo's te bereiken.

Aan het competitiviteits- en innovatieprogramma werd voor de periode 2007-2013 tot 3.621 miljoen toegekend om toegang tot financiering voor de kmo's te faciliteren. Dat budget wordt aangewend in

verschillende financiële instrumenten, zoals garantie, durfkapitaal en microkrediet. De Europese garanties in België worden bijvoorbeeld op federaal niveau door het Participatiefonds verschaft. Het Participatiefonds staat de volgende leningen toe, met Europese garantie: Starteo, Business Angel +, Startlening, Solidaire Lening en Initio.

04.03 Peter Logghe (VB): Ik zal het antwoord nalezen om alle nuances te begrijpen. De minister deelt mijn bezorgdheid over de kredietproblemen van zelfstandigen. Ik vraag mij af of het dan gaat over garantieproblemen in hoofde van de banken of over het financieel plan of de terugbetaling. Ik schrik van de draagwijdte van het probleem.

Ik zal me verder met het probleem bezighouden. De banken mogen voor de staatssteun die ze gekregen hebben, wel wat terugdoen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3078)

05.01 Peter Logghe (VB): In het tijdschrift *LOKAAL* van 16 november 2010 beklagde de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten zich over het feit dat er nog geen uitvoeringsbesluiten zijn voor bijvoorbeeld de wet tot wijziging van de wet op de kansspelen. Naar verluidt liggen er aldus momenteel meer dan 60 KB's te wachten op een regering met volheid van bevoegdheid.

Kan de minister mij zeggen welke daarvan behoren tot haar bevoegdheidsdomein?

05.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Een regering van lopende zaken is wettelijk beperkt in haar uitvoerende taak. Zaken van dagelijks beheer mogen altijd worden afgehandeld en de regering kan ook belangrijke maatregelen nemen, voor zover die geen nieuw initiatief vereisen. Dat geldt ook voor dringende zaken die geen uitstel dulden, omdat anders de fundamentele belangen van de natie kunnen worden geschaad. Enkel de uitvoeringsbesluiten die deze toets doorstaan, worden uitgevaardigd.

05.03 Peter Logghe (VB): De minister kan me dus geen gedetailleerde stand van zaken geven.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Mathias De Clercq aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de verlenging van wetenschappelijke projecten" (nr. 3236)

06.01 Mathias De Clercq (Open Vld): De federale overheid is onder meer bevoegd voor het coördineren en financieren van de nationale onderzoeksprogramma's en de zogenaamde interuniversitaire attractiepolen (IAP's). Eind 2011 loopt fase 6 van de IAP's af. In deze periode van lopende zaken is het onzeker dat deze IAP's zullen worden voortgezet. Een aantal professoren trekt dan ook aan de alarmbel omdat zij vrezen dat onze beste onderzoekers naar het buitenland zullen vertrekken, aangezien zij geen zicht hebben op een verlenging van hun contract. Het lijkt mij daarom aangewezen dat de regering van lopende zaken deze IAP-projecten met een jaar verlengt.

Werden er daartoe al initiatieven genomen?

06.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De interuniversitaire attractiepolen vertegenwoordigen een budget van 143 miljoen euro over vijf jaar. Voormalig premier Guy Verhofstadt lanceerde dit idee bijna een kwart eeuw geleden en verdient alle lof. Vandaag zijn er 44 netwerken van onderzoekers, goed voor 324 onderzoeksteams, die werken op alle mogelijke wetenschappelijke gebieden. Zo'n 300 onderzoekers worden elk jaar gefinancierd door het IAP-programma en zorgen jaarlijks voor 2.000 wetenschappelijke publicaties.

De IAP's zijn heel waardevol voor onze universiteiten en onderzoekscentra. Die zijn dan ook voor de voortzetting ervan.

In 2008 kreeg ik de nodige middelen om de huidige, zesde, fase te realiseren. Ik weet dat de deadline eind 2011 is en zal dus in het kader van de begrotingsbesprekingen van 2011 minstens het behoud van de bestaande kredieten bepleiten. Wanneer het budget van 2011 zal zijn goedgekeurd, zal ik de ministerraad voorstellen om de IAP's te behouden. Een onafhankelijk rapport dringt immers aan op de verlenging van deze zeer interessante projecten.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.55 uur.